



# RÉVOLUTIONNAIRES MAINTENANT!

N.3  
Novembre 2007

Bulletin de combat du Mouvement Étudiant Révolutionnaire -PCR [mer@pcr-rcp.ca](mailto:mer@pcr-rcp.ca)

Lutte étudiante

## Ce n'est qu'un début! Continuons le combat!

Le capitalisme ne peut offrir aucun avenir aux jeunes, aux travailleurs et travailleuses si ce n'est toujours plus de précarité, d'exclusion, d'exploitation, de bas salaires, alors que les capitalistes accumulent toujours plus de profits.

Aux attaques des capitalistes qui touchent de plus en plus de personnes, il nous faut opposer plus qu'une simple résistance, il nous faut dès maintenant préparer et amorcer le combat pour éliminer définitivement les bases matérielles de ce monde injuste qu'est le capitalisme et ce combat passe nécessairement par une transformation radicale et révolutionnaire de la société.

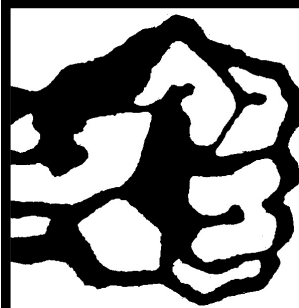
Pour y parvenir, les étudiantEs anti-capitalistes doivent s'organiser et devenir une réelle force de changement qui sera en mesure de contester efficacement la domination des forces réformistes et de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement étudiant.

Pour réaliser ce double objectif i.e. lutter dans l'immédiat contre les attaques de l'État capitaliste et apprendre à mener la lutte à plus long terme pour renverser la bourgeoisie, les militantEs étudiantEs doivent s'appuyer sur des principes solides qu'ils et elles mettront en application.

Nous reproduisons aujourd'hui certains de ces principes, tirés de la dernière édition du journal maoïste *Le Drapeau Rouge*. En adoptant ces principes nous serons en mesure de passer de la simple résistance à la lutte révolutionnaire.

Le mouvement étudiant doit être anti-capitaliste

Chaque revendication que nous gagnons à l'intérieur de l'ordre actuel n'est rien de plus qu'un gain temporaire et partiel, et bien que nous devons lutter pour conquérir des revendications, des libertés et des droits, nous devons garder comme objectif le renversement du système capitaliste qui domine actuellement dans notre pays et nous devons lutter contre l'État bourgeois pour pouvoir



Mercredi  
5 décembre  
19h

**Réunion du MER**  
Mouvement  
étudiant et  
capitalisme

Lieu: Information auprès des membres du MER ou en écrivant au courriel du MER.

[mer@pcr-rcp.ca](mailto:mer@pcr-rcp.ca)

construire une société complètement nouvelle, où plusieurs des problèmes actuels du peuple commenceront à se résoudre de façon permanente et profonde.

### **Le mouvement étudiant doit être radical**

Il doit chercher à résoudre les problèmes à leur racine, et cela demande de renforcer notre organisation en opposition au système économique et politique actuel, et de tout son appareil répressif et ses appareils propagandistes. Nous devons élever les luttes économiques et partielles à des luttes politiques, c'est-à-dire des luttes contre le système qui visent à structurer la société et l'État d'une manière radicalement nouvelle. C'est-à-dire qu'il ne faut pas chercher à faire de petites réformes au système actuel, mais bien à lutter pour construire une société totalement nouvelle, dirigée par les travailleuses et les travailleurs pour le bénéfice du peuple.

### **Le mouvement étudiant doit être indépendant de l'État et anti-réformiste**

L'État est une machine de répression de la classe dominante contre le peuple: les saloperies de propositions de concertation et de conciliation de classes que l'État actuel et les politicienNEs qui se succèdent veulent nous enfoncer dans la gorge visent à nous convertir en des légitimateurs de notre propre oppression, elles visent à convertir les organisations étudiantes en un appendice de l'État et à les rendre totalement inutiles pour conquérir et défendre des droits – bref les rendre inutiles pour le peuple, mais fort utiles pour les classes exploiteuses. Cette voie nous devons la rejeter, nous ne pouvons nous dédier à présenter des projets à l'administration et à collaborer avec elle pour qu'elle nous donne quelques miettes qui ne changent rien aux questions fondamentales.

### **Le mouvement étudiant doit combattre le système**

Ce n'est pas en s'intégrant au système ou en collaborant avec lui que se gagnent les libertés et les droits. Peu importe les bonnes intentions qu'ont certainEs fonctionnaires du gouvernement, le problème c'est que les décisions ne sont pas prises par un individu; c'est un système qui détermine que des milliers de jeunes doivent être gardéEs en dehors des écoles, que nous devons travailler pour enrichir une minorité. C'est un système qui fait appel aux forces armées et à la police pour réprimer le peuple quand il se lève. Les véritables transformations révolutionnaires prennent place seulement avec la lutte de millions de personnes contre la minorité d'opresseurs qui vont défendre leur système par tous les moyens. Le reste n'est que fausses illusions.

### **Le mouvement étudiant doit être internationaliste**

Les travailleurs et travailleuses des différents pays – qui sont les piliers de la société dans tous les coins du monde – ont de très grandes similitudes et des conditions de vie presque égales. Bien qu'il existe des particularités liées à la domination et l'oppression impérialiste dans diverses parties du monde, celles-ci sont minimes en comparaison des problèmes communs, tandis que les oppriméEs ont des différences très grandes avec les exploiters de chaque pays. Dans ce sens, tous et toutes les oppriméEs du monde doivent unir leurs luttes contre leur ennemi commun, en s'alliant avec les masses d'ouvriers, d'ouvrières et de paysanNEs des autres parties du monde, peu importe s'ils et elles parlent espagnol, anglais ou arabe. Les aspirations des peuples du monde sont déjà semblables, bien qu'il faille encore qu'elles se convertissent en la véritable aspiration et la véritable fonction du prolétariat international: être le fossoyeur du vieil ordre et le créateur d'une société nouvelle.



Le MER-PCR c'est l'initiative du PCR dans le mouvement étudiant.

Le mouvement étudiant est traversé par la lutte des classes. Les intérêts de la bourgeoisie et ceux du prolétariat s'y opposent. C'est la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie qui profitent le plus de l'éducation publique et privée. Les jeunes de la classe ouvrière sont majoritairement tenus-es à l'écart des programmes collégiaux, des universités, des grandes écoles et des diplômes professionnels à travers lesquels se reproduiront les classes possédantes.

Le MER-PCR s'oppose au réformisme qui prédomine dans le mouvement étudiant. Ce réformisme est soit lié à l'État soit il développe des perspectives trop limitées, des propositions de réformes qui n'éliminent pas les causes de notre appauvrissement.

Le MER-PCR croit plutôt qu'il faut renverser l'ordre social capitaliste, faire la révolution. Pour parvenir à notre objectif, une société ou ce sont les travailleuses qui prennent en charge l'organisation de la société, nous avons besoin de nous organiser beaucoup plus qu'aujourd'hui.

Nous croyons que le Parti Communiste Révolutionnaire (PCR) est l'organisation qui permettra d'unir et mener les prolétaires révolutionnaires jeunes et moins jeunes dans cette lutte.

Bien entendu, ce n'est pas une tâche facile, mais nous demeurons réalistes. Nous construisons la révolution brique par brique. Nous avançons au fil des luttes pas à pas. Nous accumulons des forces et nous n'attendons pas le grand soir pour agir. Nous considérons que c'est en combattant que nous apprendrons à combattre.



**Parti communiste révolutionnaire**

Case postale: C.P. 1004, Succ. C Montréal (QC) H2L 4V2

Courriel: info@pcr-rcp.ca

# Le défi de l'heure : grandir dans l'adversité

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), à qui l'on doit les propositions de grève de cet automne, n'a jamais – depuis sa création en 2001 jusqu'à l'automne 2006 – mené autre chose que des luttes défensives, pour contrer des attaques au droit à l'éducation anticipées ou réalisées. Elle l'a fait en puisant dans un discours relativement radical, en s'appuyant sur des positions de principes qui appellent un progrès social (gratuité scolaire, abolition de l'endettement étudiant, etc.), mais elle ne s'est jamais, durant cette période, fixé d'objectifs à court terme, dans le cadre d'une campagne de mobilisation, qui allaient au-delà du statu quo.

C'est cet horizon du statu quo que la campagne amorcée à l'automne 2006 voulait dépasser. Bien que l'enjeu au cœur de la mobilisation se présente sous une forme économique, avec l'objectif concret d'arracher de meilleures conditions de vie au gouvernement – et partant un meilleur accès à l'éducation –, il s'agissait d'abord et avant tout d'une lutte idéologique. L'objectif prioritaire était d'amener de larges proportions de la population étudiante à affirmer la légitimité de revendications de progrès social et de concevoir la possibilité d'inverser les rôles du rapport de force entre l'État et le mouvement étudiant, autrement dit de passer à l'offensive. C'est d'abord dans les têtes et les cœurs qu'il fallait l'emporter, en amenant les masses étudiantes à élever leur imagination politique au-delà de l'étroit fatalisme économique véhiculé par les politiciens et les idéologues bourgeois qui nous promettent la banqueroute à la moindre demande d'investissement public, à l'évocation du moindre droit social. À l'étape où en est le mouvement étudiant, après de longues années de simple défense des acquis, une défaite relative au niveau des revendications n'empêchait pas de faire des progrès au niveau des positions idéologiques du mouvement, levier pour de futures luttes plus fortes, plus dures et victorieuses.

Il semble bien que ce soit là que se situe l'échec fondamental de la présente campagne : le refus de même seulement engager le combat. Encore loin de pouvoir mener des offensives victorieuses, il semble très difficile de même seulement le concevoir. On constate ici une profonde rupture entre les militants et militantes et la population étudiante en général.

L'ampleur de la défaite empêche de cantonner l'explication au niveau de la mécanique de l'organisation et de la mobilisation.

Les militants et les militantes de l'ASSÉ devront faire le bilan des ratés aux niveaux de la mobilisation, de la coordination local-national, du matériel d'information, de la formation, etc. Le travail de sabotage des réseaux péquistes devra aussi être analysé. Il faudra pondérer l'importance relative de chacun de ces facteurs déterminants. Mais on n'en comprendra pas la portée si on ne part pas de la prémisse que le saut qualitatif que tentait l'ASSÉ au plan de sa stratégie – passer de la défensive à l'offensive – plaçait la barre beaucoup plus haute pour l'ensemble de ces facteurs que lors des campagnes précédentes. Sans cela, on ne peut expliquer que ces dernières, souvent moins bien organisées à plusieurs égards aient mieux réussies.

En fait, il faut carrément poser la question suivante : partant de la même proposition de lutte, l'ASSÉ avait probablement les moyens de faire mieux (prendre de meilleures décisions, mieux utiliser ses forces actuelles), mais dans quelle mesure ? Une organisation plus serrée et de meilleurs délais de mobilisation auraient-ils fait la différence entre le désaveu cinglant qu'on connaît et une grève effective et raisonnablement vigoureuse ? Il est permis d'en douter, et de plutôt penser qu'en ayant l'audace de pousser un peu plus loin les perspectives de lutte du mouvement étudiant, la campagne de l'ASSÉ a servi, en s'y heurtant, à révéler brutalement les limites actuelles de celui-ci, sa force d'inertie objective. Les conditions idéologiques qui caractérisent le mouvement étudiant en ce moment semblent interdire à l'ASSÉ de traduire ses principes directement en perspectives de lutte, du moins plus loin que sous la forme d'une agitation-propagande sans échéancier précis, sans objectifs dans un avenir prévisible.

Quelles sont ces conditions idéologiques qui pèsent lourdement sur les possibilités de lutte, qu'est-ce qui les détermine ? Dans un premier temps, ce sont les contradictions sociales qui traversent le mouvement étudiant. Loin de constituer un groupe social homogène, la population étudiante est partagée en diverses classes sociales dont certaines n'ont pas intérêt à la démocratisation du système d'édu-

cation et s'accommoderaient même très bien d'universités encore plus élitistes.

D'autre part, il faut bien constater que l'idéologie bourgeoise dominante pénètre profondément dans les esprits des enfants des classes populaires et petites-bourgeoises qui accèdent à l'éducation post-secondaire. Beaucoup s'identifient moins à une lutte collective pour élargir ce droit qu'à une perspective individuelle d'ascension sociale.

Tout ceci étant dit, il reste plusieurs questions à poser pour comprendre la signification exacte de la défaite – dans l'immédiat – de la campagne de grève étudiante. Parmi les gens qui ont intérêt à voir s'élargir l'accès à l'éducation, qu'on peut espérer rallier idéologiquement, quel a été précisément le point d'achoppement ? Nous sommes-nous heurté à une interprétation maximaliste de la revendication de la gratuité scolaire, c'est-à-dire que celle-ci aurait été comprise comme l'alternative entre tout ou rien ? L'échec pourrait alors être compris comme le refus de s'engager dans une bataille considérée, dans ces termes-là, comme perdue d'avance. Il s'agirait autrement dit d'une incompréhension du fait que la revendication de la gratuité scolaire pouvait être une position de force pour amorcer la négociation d'un compromis, d'un gain minimal.

Quoi qu'il en soit, les militants radicaux et militantes radicales qui animent le mouvement étudiant ne doivent pas aujourd'hui, dans la défaite, céder à la tentation opportuniste de désavouer leur volonté de lui faire franchir une nouvelle étape et d'ouvrir un horizon d'offensive sociale. Cette difficile expérience de lutte doit plutôt servir de révélateur des obstacles et contradictions spécifiques dans une lutte idéologique de longue haleine qui doit être poursuivie sur la base de revendications foncièrement justes. Et si les limites du cadre réformiste des organisations étudiantes grincent sous la pression de cette volonté d'aller de l'avant, il faut y voir une invitation non pas à s'inhiber politiquement, mais au contraire à s'organiser sur d'autres bases, celles-là ouvertement révolutionnaires. Dans la longue lutte pour la justice sociale, les défaites livrent des leçons aussi précieuses que les victoires elles-mêmes.

# Quelques éléments pour amorcer le bilan de la campagne de GGI cet automne pour l'ASSÉ:

-1) En axant la campagne de GGI sur des revendications offensives face à la bourgeoisie et son État, notamment la gratuité scolaire, l'ASSÉ a sous-estimé l'ampleur d'une telle tâche étant donné que le mouvement étudiant subit une attaque de dégel des frais de scolarité et qu'il faut convaincre bien du monde du « projet de société » progressiste qui apparaît comme utopique pour bien des étudiant-es.

D'ailleurs, il faut donner crédit au PLQ qui a fait une attaque en douce échelonnée sur cinq années. Cela démontre que le dégel est limité et qu'il s'installe en douceur. Bien des gens ne seront plus à l'université lorsque le dégel sera pleinement atteint en 2012, contrairement par exemple à l'attaque de 2005 qui était sauvage et qui visait les plus pauvres, dont beaucoup de personnes du cégep qui ne sont pas directement affectées par le dégel à l'université actuellement, surtout dans le secteur technique.

Le matériel d'info et la formation des militant-es auraient dû être plus solide face à l'idéologie capitaliste qui domine les campus, mais globalement c'est les limites du syndicalisme étudiant réformiste qui apparaissent comme raison de l'échec. Étant donné que le mouvement étudiant est pluriclassiste, bien des gens n'ont pas intérêt à la réalisation des revendications de l'ASSÉ et ils peuvent continuer à fréquenter l'école malgré le dégel. Bien du monde qui auraient intérêt à ces revendications n'ont pas le droit de vote dans les AG puisqu'ils et elles ne sont pas aux études supérieures.

Il y a clairement une division, toujours présente mais qui là nous saute aux yeux, entre les militant-es de l'ASSÉ et des assos locales, en particulier les comités de mobilisation, et les dizaines de milliers d'étudiant-es à la base. Autrement dit, les éléments de gauche et d'extrême-gauche dans les assos ont plus d'influence quand il s'agit de petites AG régulières ou d'AG pour une grève d'un jour que quand il s'agit d'AG massives de GGI avec plusieurs centaines de personnes, dont plusieurs réactionnaires face au mouvement de GGI. Les syndicats avaient un peu raison de regarder l'ASSÉ comme des huluberlus quand il parlait au FSQ de grève sociale à l'automne quand la grève étudiante a échoué deux mois plus tard... Être révolutionnaire et militer à l'ASSÉ s'avère contradictoire à la longue. Malgré le souhait sincère de plusieurs de ces militant-es, l'ASSÉ n'est pas révolutionnaire, elle est réformiste avec des tendances plus ou moins radicales.

-2) Le fait que le mouvement étudiant de gauche soit minoritaire au niveau national a fait en sorte que les forces collaborationnistes des fédés et le PQ ont mis leur poids dans la balance dans certaines assos, dont l'UQO et l'AGEFLESH. Au lieu d'alimenter la mobilisation et la colère face au dégel, les fédés donnent encore la chance au gouvernement et pratiquent uniquement le lobby depuis le début de la session. En 2005, ce sont les assos locales de ces fédés qui ont dépassé à gauche le national dans certains cas tandis que maintenant le national, avec le PQ bien entendu, a organisé la réaction contre la GGI sur certains campus.

-3) Une campagne de GGI doit être accompagnée d'actions dérangeantes représentant la colère des masses étudiantes et leur désir de faire la GGI. L'ASSÉ s'est concentré sur son discours, les instances, les médias et la mobilisation sur le terrain pour les AG et pour la GGI. Il y a eu peu d'actions au niveau local et national et aucune action plus punch qui aurait démontré que le mouvement est en marche.

## Les campagnes de l'ASSÉ depuis sa création

Contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché – c'est-à-dire contre les tendances à la privatisation et les récents contrats de performance et plans de réussite (2001-2002)

Contre la ZLÉA, avec ses promesses de privatisation des services publics, de démantèlement des protections sociales, des normes environnementales, etc. (automne 2002)

Contre la présence d'intérêts privés sur les campus, une variante un peu punk des deux campagnes précédentes (hiver 2003)

Contre les hausses de frais afférents dans les cégeps (automne 2003)

Pour la gratuité scolaire – il s'agissait d'une campagne de sensibilisation davantage que d'escalade des moyens de pression (hiver 2004)

Contre la réforme de l'AFE (2004-2005)

Consultation des membres sur les améliorations à apporter au régime de l'AFE (2005-2006)

Mobilisation-sensibilisation en préparation de la campagne de cette année pour la gratuité scolaire, le réinvestissement dans les ressources et services et l'accessibilité des services de gardes (2006-2007)